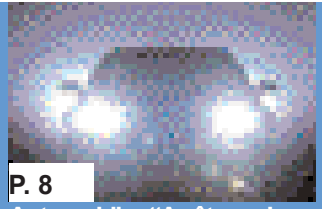
FO Métaux

www.fo-metaux.org



P. 8
Automobile : "Arrêtons de focaliser sur le coût du travail"

P. 15
Aerolia Méaulte : l'efficacité au service des salariés

P. 16
Rétrospective 2012 : FO au chevet de l'industrie

Fédération FO de la métallurgie

LE JOURNAL

FLORANGE : LE CRÉPUSCULE DE L'ACIER LORRAIN ?

© DR

l'efficacité réformiste

515 • janvier 2013

N°CPPAP 0215s07170

Editorial 3

Le dossier
ArcelorMittal Florange : retour à la case départ 4-7

Actualité sociale
Automobile : "Arrêtons de focaliser sur le coût du travail !" 8
Coordination Renault Retail Group : la vigilance face aux changements 8
Coordination SCA Peugeot Retail : au coeur de l'emploi 9

Actualité syndicale
FO Schneider Dijon toujours au top 10
Coordination Savelys : les élections seront compliquées 10
Coordination Valéo : FO toujours plus fort 14
CNH tient bon sur le temps de travail 14
Aerolia Méaulte : l'efficacité au service des salariés 15

InFOs
Rétrospective 2012 : FO au chevet de l'industrie 16
Les résultats de FO lors des élections professionnelles 18

Vos droits
Récapitulatif "Vos droits" 2010-2012 20

Jeux
Des Métaux et des mots 22

Chiffres à connaître

> **SMIC horaire brut :** 9,43 euros

> **SMIC brut mensuel :** 1430,22 euros

> **Plafond de la sécurité sociale :** 3 086 euros par mois (pour l'année 2013 : 37 032 euros)

> **Coût de la vie :** -0,2 % en novembre (-0,2 % hors tabac); +1,4 % en glissement sur les 12 derniers mois (+ 1,3 % hors tabac).

> **Chômeurs :** 3 103 300 (catégorie A, au 28 novembre 2012)

> **Indice de référence des loyers :** 123,55 (3e trimestre 2012).

> **Taux d'intérêt (14 décembre) :** 0,07% au jour le jour.

Et toujours l'information en ligne sur...

www.fo-metaux.com

Notre lettre au président de la République

Frédéric Homez
Secrétaire général.

Avec ce premier édito de 2013, toute l'équipe fédérale FO Métaux vous souhaite, ainsi qu'à ceux qui vous sont chers, une bonne et heureuse année. Que celle-ci vous apporte la santé, la joie, le bonheur et la réussite dans tous vos projets.
Pour revenir sur la fin de l'année 2012, nous regrettons notamment la semaine 49, où les plus hautes autorités de l'Etat ont pris des décisions noires pour l'industrie. Nous pensons plus particulièrement à ArcelorMittal et à EADS. Si nous avons, selon ses dires, un "Président de la République normal" et nous le respectons, les décisions qui ont été prises sur ces deux dossiers sont, quant à elles, anormales. Dans ce cadre, voici l'intégralité du courrier de la Fédération FO Métaux, en réaction à ces décisions.

"Monsieur le Président de la République,
"Par ce courrier, nous souhaitons vous faire part de notre inquiétude sur l'avenir de l'industrie et en particulier concernant les secteurs de la sidérurgie et de l'aéronautique qui, au travers de l'actualité de ces derniers jours et des différentes décisions de votre gouvernement, est mis à mal.
"Concernant l'aéronautique, ce secteur se porte plutôt bien, mais nous craignons, en particulier pour EADS et en fonction du changement de gouvernance et d'actionnariat prévu au 1er juillet de l'année prochaine, que l'Etat français n'ait plus aucune influence sur les futures décisions liées à ce groupe.
"De plus, vous renforcez la position de l'Allemagne dans un secteur clé pour la France. Notre pays détenait une position dominante dans l'aéronautique européenne, la France a déjà sensiblement perdu de son leadership depuis la création du Groupe intégré EADS en 1999.
"Enfin, en augmentant le capital flottant d'EADS, la France prend également le risque de la soumission des marchés, avec tous les dangers que cela peut engendrer. L'aéronautique est à notre connaissance, un des seuls secteurs non soumis à des OPA ou sous la coupe de groupes étrangers qui seraient en situation de positions dominantes ou de monopole.
"Comment, en fonction de l'actualité, ne pas faire le lien avec un autre secteur clé ? Celui de la sidérurgie avec ArcelorMittal, dont nous nous rappelons l'OPA hostile de 2006, et où nous retrouvons -est-ce un hasard- ? M. Mittal qui siège au Conseil d'administration d'EADS.
Vous êtes bien au courant du dossier de Florange avec en plus celui de Basse-Indre qui vient de se rajouter en fonction de l'accord passé entre votre gouvernement et M. Mittal sur lequel nous sommes en total désaccord. Nous nous en sommes expliqués à l'occasion de la réunion du 5 décembre avec le Premier ministre.
"Le lendemain, nous avons donc été surpris par l'annonce de ce groupe sur le retrait du projet lié à Ulcos. Nous étions, ce même jour, à Bruxelles avec notre Fédération européenne IndustriaLL afin de rencontrer le vice-président de la Commission européenne, M. Antonio Tajani. Nous avons évoqué avec lui l'avenir de la sidérurgie européenne.
FO Métaux a profité de cette réunion pour évoquer, en aparté, le dossier de Florange et le projet Ulcos. M. Tajani nous a indiqué que la commission était prête et les budgets disponibles. Tout le monde est donc surpris du retrait d'ArcelorMittal, et comme par hasard, ceux qui font du lobbying suite à ce retrait, sont les Allemands.
"Monsieur le Président, chez les métallos, la tension monte et à ce jour, il n'y a rien d'irréversible et d'irrémédiable. Des solutions peuvent être encore trouvées, vous devez -et nous connaissons votre attachement à l'industrie- faire en sorte d'écouter et de tenir compte des organisations syndicales plus que le Medef.
"Dans ce cadre, nous nous tenons à votre disposition afin d'aider l'industrie et les salariés concernés par ces différents dossiers."

Nous attendons avec impatience la réponse du Président de la République, espérant une année 2013 "rose" et non noire pour tous les salarié(e)s de l'industrie et pour l'ensemble de la population française. Ceci avec un vœu fort : la fin de la crise et de l'austérité qui n'ont que trop duré.

Organe officiel de la Fédération confédérée FO de la Métallurgie

Directeur de la publication : Frédéric Homez

Imp.Spéciale FO Métaux
N° de CPPAP: 0215s07170

Rédaction : ADH

Publicité : PMV
9, rue Baudoin,
75 013 Paris

Contact :
01 53 94 54 00
contac@fo-metaux.fr

ArcelorMittal Florange :

Mobilisation, combats, espoirs, négociations, déceptions, retournements de situation, les métallos de Florange ont vécu au cours des 18 derniers mois, embarqués de l'acier. Alors que le dossier vient de connaître le triste rebondissement

Depuis 18 mois, les métallos lorrains vivent avec une crainte : celle de voir ArcelorMittal faire rimer Florange avec Gandrange, dont la fermeture avait été un traumatisme. Le 31 mars 2009, malgré les promesses des pouvoirs publics, l'aciérie électrique de Gandrange était définitivement arrêtée, ainsi que train à billettes (TAB) au 31 décembre 2009. Sur les 595 postes supprimés, 400 salariés étaient reclassés sur les sites d'ArcelorMittal à Florange et au Luxembourg. Quelques jours plus tôt, ArcelorMittal annonçait un arrêt provisoire du site de Florange, où plus d'un tiers des salariés de Gandrange étaient en cours de reclassement... Alors que notre organisation pointait le manque de visibilité quant à l'avenir du site, faute d'investissements, et la dégradation des conditions de travail, l'affaire a pris une tournure encore plus inquiétante à la fin de l'été 2011, quand le groupe a annoncé l'arrêt du haut-fourneau P6, alors que l'arrêt du haut-fourneau P3 avait déjà été prolongé jusqu'à la fin de l'année en juillet.

Pendant que les salariés, à l'appel de l'intersyndicale à laquelle participe activement FO, et après avoir lancé un droit d'alerte, se mobilisent pour défendre le site et leurs emplois, la direction donne le coup d'envoi d'une longue série de promesses. Aux 629 salariés concernés par la mise en sommeil de la filière liquide chaude, elle fait miroiter deux possibilités : un redémarrage dans l'usine sur des tâches de surveillance des installations ainsi que des travaux de fabrication ou de maintenance, ou le chômage partiel. La Fédération FO de la métallurgie prend immédiatement la mesure de la situation et soutient activement les métallos. Il faut dire que les dégâts engendrés par la politique du groupe ne se limitent pas à Florange. La mobilisation syndicale se fait également à l'échelon européen sous l'égide de la Fédération Européenne de la Métallurgie (FEM, devenue cette année IndustriALL European Trade Union), dont FO est un des piliers. Mais ArcelorMittal poursuit sa stratégie. A la mi-février, la direction annonce une prolongation de l'arrêt de la filière liquide et du packaging. L'inquiétude grandit chez les salariés de Florange. "Nous avions déjà été prévenus en janvier que si le redémarrage n'intervenait pas rapidement, il deviendrait vite quasi impossible, explique alors le secrétaire du syndicat FO de Florange, délégué syndical et élu du CE Walter Broccoli. L'annonce est un véritable coup de massue pour les salariés." Ces derniers ne se résignent pas pour autant et passent rapidement à l'action avec un objectif clair : le redémarrage du haut-fourneau P6.

Malgré sa médiatisation, le combat pour Florange est des plus difficiles.

Passer à l'action

Le 20 février, ils prennent possession des locaux de la direction du site, mettant cette dernière au chômage technique. Et il ne s'agit là que d'un prélude. Dès la semaine suivante, les métallos de Florange durcissent le mouvement, bien décidés à se faire entendre. "Notre mobilisation doit être durable, précise Walter. Nous avons donc décidé de mener des "opérations-commando" pour plus d'efficacité et de visibilité." Ainsi, les salariés bloquent les trains et les camions qui doivent réaliser les livraisons de bobines aux clients du site. La stratégie est sans ambiguïté : frapper Mittal au portefeuille pour éviter la mort du site. Dans leur action, les salariés sont soutenus par les élus locaux, par un député européen (le projet de captage de CO2 ULCOS étant compromis par la menace qui plane sur le site) et voient défiler les candidats à la présidentielle avec méfiance, le souvenir de Gandrange étant encore dans toutes les mémoires.

Ils n'ont pas de doute sur ce qui est en jeu dans ce combat : "C'est l'avenir de l'acier lorrain qui se joue ici. Nous avons peu d'espoir pour la filière packaging, mais nous sommes fermement décidés à obtenir le redémarrage du haut-fourneau P6, et nous savons que la lutte est le seul moyen d'y parvenir. Nous ne céderons pas", résume Walter Broccoli. Les salariés organisent une marche de Florange à Paris, sont reçus à l'Elysée. Mais rien n'y fait. ArcelorMittal campe sur ses positions et refuse tout engagement écrit quant au maintien du site et à l'absence de licenciement pendant un an. L'alternance politique au sommet de l'Etat redonne un peu d'espoir aux métallos. Le ministre du Redressement productif lance une mission d'expertise sur le devenir du site, qui débouche au cœur de l'été sur le rapport Faure, dont la conclusion est claire :

retour à la case départ

amertume, cacophonie… Il y a à la fois trop et pas assez de mots pour décrire ce que malgré eux pour un tour de montagnes russes organisé par le géant que l'on sait, FO Métaux revient sur l'odyssée de Florange.

Les métallos ont multiplié les actions et n'ont jamais baissé les bras.

Florange est rentable, comme n'a cessé de l'affirmer FO. Mieux : ce rapport sur "La filière acier en France et l'avenir du site de Florange" reprend l'ensemble des constats et revendications formulés par notre organisation, notamment la demande de conserver Florange comme usine intégrée (comprenant donc la filière liquide, le laminage à chaud et l'aval). "Nous avons également été entendus quand nous avons expliqué que les soi-disant surcapacités s'expliquait par le choix de l'année record 2008 comme référence, et qu'elle n'existaient pas si l'on regarde une moyenne sur 10 années, explique alors Frédéric Souillot. Ce qui démontre clairement la volonté de Mittal d'organiser le marché à sa main pour contrôler les prix. Nous avons aussi montré que la disparition de Florange serait préjudiciable à l'ensemble de l'industrie et à la balance commerciale française, Florange exportant une large part de sa production. Résultat : ce rapport donne une vision claire du marché européen et mondial de l'acier et, surtout, il donne des perspectives et des options pour l'avenir." La commission Faure se retrouve mandatée pour rechercher un repreneur pour l'ensemble du site, la loi sur la préservation de l'industrie, qui aurait dû être discutée en septembre, faisant figure d'ultime recours. Un rapprochement s'opère également avec les ministres de l'Industrie luxembourgeois et belge afin de présenter un front commun face au géant de l'acier, qui fixe au gouvernement une date limite en forme d'ultimatum pour trouver un repreneur : le 1er décembre.

Douche froide

Dès lors, tout s'accélère. La mobilisation des salariés ne faiblit pas. Les tractations battent leur plein en coulisses. Les noms de repreneurs potentiels commencent à circuler. Les pouvoirs publics évoquent une possible nationalisation temporaire de Florange en cas d'impasse. Mais il était écrit que rien ne serait simple pour les métallos lorrains qui, durant le dernier round du dossier, passent de l'euphorie à la plus amère déception. Le 28 novembre, le ministre du Redressement productif annonce qu'un repreneur est sur les rangs, prêt à investir 400 millions d'euros, mais pour la totalité du site, comme le revendique notre organisation depuis le début. Florange est sauvé. Les métallos exultent. Mais la joie est de courte durée. Le lendemain, c'est la douche froide. Le Premier ministre annonce que "À l'issue de la période de 60 jours (...), il est constaté par les deux parties qu'il n'y a pas de repreneur déclaré pour le périmètre offert à la vente." ArcelorMittal reste propriétaire du site. L'accord, publié par la presse, est consternant. "L'accord est pire que ce que nous proposait la direction il y a 18 mois, constate Frédéric Souillot. Nous n'avions pas besoin d'un arbitrage étatique en trompe-l'œil pour faire vivre le dialogue social ! ArcelorMittal réalise 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France et un pourcentage important de son résultat opérationnel. En cas de nationalisation, il ne serait pas parti avec ses usines sous le bras..." Dans ce document de - seulement - deux pages, il est ainsi indiqué que les 180 millions d'euros d'investissements sur cinq ans promis par ArcelorMittal seront certes "réalisés de manière inconditionnelle", mais que "les investissements stratégiques" ne représenteront que 53 millions d'euros de l'ensemble. Tout le reste, ce sera "le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle", c'est-à-dire un vaste fourre-tout où à peu près tout et n'importe quoi peut être comptabilisé, et notamment les frais de maintenance. "C'est exactement ce que nous redoutions, lâche Frédéric Souillot : ArcelorMittal fait passer pour une concession de sa part des dépenses qu'il était de toutes façons obligé d'effectuer."

Et maintenant ?

Concernant les activités de packaging, dont une ligne sur deux seulement fonctionne actuellement sur le site, il est écrit que "ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange." En échange, "l'activité amont de Basse-Indre sera mise en arrêt temporaire" (qui est pour ce site ce que les hauts-fourneaux sont pour Florange) et l'activité de recuit d'Ebange, qui fait partie du

site intégré de Florange, pourra être mise en "arrêt temporaire" elle aussi, "en fonction de l'optimisation des carnets". Dans la foulée, le géant de la sidérurgie annonce son retrait du projet européen ULCOS, sur lequel reposaient en partie les espoirs de survie de Florange, et fait comprendre que les hauts-fourneaux P3 et P6, arrêtés depuis juin 2011, sont bien définitivement abandonné, et que le P2 de Dunkerque ne sera pas relancé avant, au mieux, le printemps 2013. En clair, c'est l'arrêt de mort de la filière liquide. "La décision du gouvernement crée beaucoup de déception et laisse un goût amer", résume le secrétaire général de FO Jean-Claude Mailly. Emmenée par le secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, une délégation composée du secrétaire fédéral Frédéric Souillot, de Norbert Cima et Walter Broccoli s'est rendu à Matignon le 6 décembre pour une réunion tripartie sur le dossier. "Nous avons très clairement fait savoir que l'accord conclu entre le gouvernement et ArcelorMittal était pour nous inacceptable", explique Frédéric Homez. Et le 13 décembre, lors du CCE du groupe, notre organisation a enfoncé le clou en faisant part de son refus d'intégrer le comité de suivi d'un accord qu'elle rejette. Pendant ce temps, autour de François Zarbo, représentant national FO d'ArcelorMittal, les syndicats FO du groupe s'organisent afin de poursuivre leurs actions. Car pour les métallos, ce retournement de situation ne signifie qu'une chose : le combat pour l'emploi et l'industrie continue !

Une stratégie et des dégâts au-delà de Florange

La France n'est pas le seul pays dans lequel ArcelorMittal réduit ses effectifs. Partout en Europe, des salariés et des sites sont confrontés à la stratégie du géant de l'acier. Il faut remonter dix ans en arrière pour comprendre la logique qui a présidé aux décisions du groupe, et auquel la crise a servi d'accélérateur. Au début des années 2000, la frénésie de rachats de Lakshmi Mittal répond à un objectif d'intégration verticale". Le cours de l'acier est alors au mieux et le groupe entend maîtriser toutes les étapes de la chaîne de production afin de réaliser des économies d'échelles et d'augmenter ses marges. Mittal veut également se positionner sur le secteur de l'acier "haut de gamme", dans lequel se distingue Arcelor, qu'il ambitionne d'absorber. De quoi satisfaire la demande des économies développées, et, à terme, celle des pays émergents, dont il anticipe l'immense appétit d'acier. Enfin, la fusion donne au nouveau géant un poids suffisant pour orienter les cours de l'acier et tenir tête à ses clients.

Quand Mittal Steel réussit son OPA sur Arcelor en 2006 et devient ArcelorMittal, il trouve dans les cartons de l'entreprise le plan "Apollo" de 2003 par lequel Arcelor prévoyait lui-même la fermeture progressive de six hauts-fourneaux en Europe pour gagner en compétitivité : deux en Belgique, deux en Allemagne, et deux en France, à Florange. Le groupe entendait également réduire ses effectifs, notamment par des départs en retraite anticipés. Lakshmi Mittal s'engage à préserver les sites, afin de contrer les gouvernements et les syndicats européens, massivement opposés à l'OPA. Quelques années plus tard, les restructurations et les réductions d'effectifs commencent pourtant et sont pire que dans le plan de 2003... Le groupe prétexte les "surcapacités" de ses installations européennes, alors qu'en réalité, c'est la crise qui a fait chuter la demande d'acier, notamment dans les secteurs de l'automobile et du bâtiment. Mais, abusant de sa position dominante sur le marché de l'acier, le groupe a également utilisé ses hauts fourneaux européens comme un levier pour maintenir le cours de l'acier. Rognant sur les investissements dans le même temps, il ne prépare pas les sites européens à affronter la tempête, comme le relève le rapport Faure, qui note un surinvestissement du groupe dans sa division "Mines", tandis que la part allouée à la production européenne d'acier est à la baisse. "La stratégie du groupe est davantage marquée par des contraintes de court terme qu'inspirée par des considérations industrielles de long terme", conclut le rapport, pointant notamment le niveau d'endettement considérable d'ArcelorMittal.

La France n'est malheureusement pas le seul pays touché par la stratégie de Mittal

Si Florange a focalisé l'attention en France, des scénarios similaires se sont produits partout en Europe. Ainsi, en Belgique, un accord vient d'être trouvé avec les syndicats pour la fermeture de la phase "à chaud" du site de Liège, qui entraînera la suppression de 795 emplois, dont 314 départs en retraite anticipée et 481 reclassements. Un dénouement précédé d'un long conflit social autour de cette usine dont Arcelor prévoyait déjà de fermer les hauts fourneaux en 2003. Au Luxembourg, 282 salariés sont en arrêt de travail depuis la fin 2011 sur les sites de Schifflange et Rodange, dont 150 anciens de Gandrange reclassés au Luxembourg après la fermeture de l'aciérie en 2009. En Espagne, une partie de l'activité du site de Valleverde, près de Madrid, a été arrêtée "pour une durée indéfinie", entraînant le reclassement de plus de 300 salariés. Et début 2012, le groupe a annoncé la suppression de 1 000 postes en Pologne, 1 100 en Roumanie, 27 000 en Ukraine et 630 en République Tchèque. Pendant ce temps, malgré un endettement de 18 milliards de dollars, le groupe distribue en moyenne 2 milliards de dollars de dividendes à ses actionnaires chaque année... Face à cette situation, la solution syndicale s'écrira, elle aussi, au niveau européen.

Les scénarios rejetés par les pouvoirs publics

Les salariés se mobilisent pour leurs emplois et leurs sites dans toute la France.

Après autant d'efforts, de discussions et de négociations, l'accord conclu par le gouvernement avec le groupe ArceloMittal était-il vraiment la seule solution, la meilleure solution ? La question mérite d'être posée, tant la déception est grande au bout de 18 mois de combats d'aboutir à si peu. Le nom de Bernard Serin est revenu à plusieurs reprises et avec insistance dans la presse. Aurait-il pu sauver Florange ? Cet ingénieur, ancien directeur des filiales américaines d'Usinor puis de Sacilor, a à son actif le redressement de Cockerill Maintenance & Ingénierie (le groupe multinational belge CMI, dont il est toujours le PDG). Une nationalisation temporaire du site aurait pu déboucher ensuite sur un montage l'associant notamment au Fonds Stratégique d'Investissement et au groupe russe Severstal, autre poids lourd de la sidérurgie mondiale. Le milliardaire russe Alexei Mordachov, qui est à la tête de Severstal (23e groupe sidérurgique mondial, employant 69 000 personnes) n'aurait eu qu'une "participation minoritaire", laissant donc la main à Bernard Serin pour mener une véritable stratégie industrielle. Une solution autrement plus prometteuse et porteuse d'avenir que la mort lente promise par ArcelorMittal. En se perdant dans les débats idéologiques sur fonds de rumeurs, l'Etat est passé à côté d'un dossier crédible et étayé, pour le malheur des salariés.

L'acier vert dans l'impasse

Pour les métallos, Ulcos était un espoir de sauver Florange.

Le projet européen Ulcos (Ultra-Low Carbon Dioxide Steelmaking) doit permettre de réduire d'au moins 50 % les émissions de gaz carbonique lors de la fabrication d'acier, une activité industrielle très émettrice de gaz à effet de serre. Avantage de hauts-fourneaux dotés d'une telle technologie : un regain de compétitivité grâce à d'importantes économies réalisées sur le coût des quotas d'émission de C02. Pour vérifier la validité technique du procédé, il faut d'abord les tester grandeur nature via un démonstrateur technologique. Jusqu'au retrait de sa candidature par ArcelorMittal, Florange était en tête sur la liste des sites pouvant prétendre à son implantation. Pour être mené à bien, Ulcos nécessite plus de 600 millions d'euros, apportés en partie par les industriels partenaires. L'Etat, qui s'est engagé à hauteur de 150 millions d'euros, via le grand emprunt, les collectivités territoriales pour 30 millions et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour 10 millions. Mais un complément de financement européen est indispensable pour boucler le financement. Mi-novembre, une source européenne indiquait qu'Ulcos avait de très bonnes chances de recevoir un financement européen, indispensable à sa mise en oeuvre. Le projet français est en tête d'une liste de quatre projets sur lesquels la Commission européenne doit rendre d'ici la fin de l'année une décision de financement, à hauteur de 240 millions d'euros. Les projets concurrents sont ceux de Belchatov en Pologne, Green Hydrogen aux Pays-Bas et Porto Tolle en Italie. ArcelorMittal a mis en avant des considérations techniques pour justifier son retrait. Le même jour, Frédéric Souillot interpellait à Bruxelles le vice-président de la Commission européenne et commissaire européen à l'industrie Antonio Tajani sur le sujet. Ce dernier a expliqué "découvrir" les problèmes techniques invoqués par ArcelorMittal et a précisé que le financement du projet était assuré par l'Europe. Mais pour de nombreux acteurs du dossier, la question est avant tout économique : Si le marché de l'acier était bon, le groupe aurait tout fait pour obtenir le projet Ulcos, mais aujourd'hui, il n'a pas besoin des hauts-fourneaux de Florange. Une décision pourtant avalisée par les pouvoirs publics, et qui reste difficilement compréhensible. "Avec le rapport Gallois et le Pacte qui a suivi, l'accent a été mis sur l'innovation et la R&D comme facteurs essentiels de la compétitivité. Comment peut-on accepter cette sortie du projet Ulcos, qui apportait précisément cela ?" s'interroge le secrétaire fédéral Frédéric Souillot. ArcelorMittal affirme de son côté se tenir prêt à postuler pour Ulcos 2...

Automobile : "Arrêtons de

La question de l'emploi et des conditions de travail est plus que jamais au cœur des réunions syndicaux FO remontent les échos depuis le terrain, sont symptomatiques d'une réalité : demandé un effort supplémentaire, comme si la recette miracle pour redresser la barre logique en forme de dogmatisme a-t-elle encore un sens ? Rappelons que les salariés paramètres de la compétitivité des entreprises, le coût du travail ne compte que, au le Conseil Economique, Social et Environnemental dans son avis du 23 octobre 2012 "Se focaliser sur ce seul facteur n'est pas seulement une erreur, mais aussi une véritable de ces deux coordinations ont d'ailleurs été nombreux à reprendre cette analyse. Les le positionnement en gamme, les investissements, la R&D, voire les achats, notamment Pour notre organisation, il est clair que les salariés ont besoin de visibilité mais aussi les entreprises est également incontournable. Sans quoi il risque d'être bien difficile de tions de travail, les seules variables de la compétitivité,

Coordination Renault Retail Group : la vigilance face aux changements

Les militants du réseau Renault ne se laissent pas abattre.

Les représentants syndicaux de RRG, le réseau commercial Renault, se sont retrouvés le 21 novembre à la Fédération FO de la métallurgie pour leur coordination autour de leur délégué syndical central Eric Gajac et en présence du secrétaire fédéral Jean-Yves Sabot et du délégué syndical central Renault Laurent Smolnik. Au menu des discussions : la situation économique du réseau et de Renault SAS, les négociations salariales, la représentativité et l'avenir du secteur automobile.

Le recul du marché automobile ne cesse de s'accentuer, entraînant une importante baisse des ventes (-27 % en octobre, -39 % si on compte le volume de véhicules en stock) qui met le réseau Renault Retail Group dans une situation difficile. Certes, le lancement de la Clio 4 (18 000 commandes depuis la mi-septembre) laisse espérer une fin d'année sur une note positive, mais Eric Gajac n'a pas caché que l'entreprise traversait des difficultés économiques. La réponse de la direction de RRG consiste pour le moment à implanter une nouvelle organisation managériale et opérationnelle sur le Réseau. Avec des changements notables sur le fonctionnement des services et la création de 13 plaques à la place de 7 pôles régionaux. Une nouvelle arborescence pour la DG et les Cadres des établissements. "Il va falloir être très attentif sur les mouvements de personnel, afin qu'il n'y ait pas de salarié qui se retrouve sur la touche ou avec des pertes de salaire, a prévenu Eric. A chacun à faire le point sur son établissement et suivre les salariés dans leurs changements professionnels." Face à ces impératifs, il a rappelé l'importance du développement syndical pour pouvoir peser face à la direction, félicitant au passage les équipes syndicales pour leur travail, qui permet à notre organisation de se rapprocher pas à pas de la barre des 20 %. Les délégués se sont également accordés pour demander, lors des prochaines NAO, l'obtention d'un 13e mois pour tous les salariés de l'entreprise, 2,4% pour les AGS et 1,9% pour les AI, ainsi qu'une augmentation de la valeur faciale du Ticket Restaurant, une Mutuelle d'entreprise, ou au moins une participation de l'employeur, l'augmentation de l'indemnité de transport et une participation à 35 % de l'entreprise pour le PERCO.

Le DSC Renault Laurent Smolnik est intervenu pour expliquer les négociations en cours sur la compétitivité, qui s'annoncent très difficiles, la Direction Générale étant dans une logique de rentabilité comptable et ayant une approche sociale des plus circonspect. "Suite à la chute des ventes chez RRG, il est bien évident que la production des usines est en chute et de ce fait les usines de productions françaises se retrouvent avec des périodes de chômages importantes", a expliqué Laurent. Comme pour RRG, Renault veut mettre en place une nouvelle organisation de gestion et de productions de ses usines en France, avec une flexibilité du personnel sur les sites. Le secrétaire fédéral Jean-Yves Sabot, après un point sur les négociations autour des minima salariaux pour la branche en 2013, est intervenu sur les élections TPE.

focaliser sur le coût du travail !"

syndicales du secteur automobile. La hausse des objectifs des vendeurs, dont les délégués face à la crise et aux mauvaise résultats, c'est une nouvelle fois aux salariés qu'il est était de mettre la pression sur les épaules des seules forces vives de l'entreprise. Cette français n'ont pas à rougir de leur productivité horaire, loin s'en faut, et que dans les mieux, pour 20 % du coût de fabrication unitaire (sous-traitance incluse), comme le précisait ("La filière automobile : comment relever les défis d'une transition réussie ?"). entourloupe, tempête le secrétaire fédéral Jean-Yves Sabot. Les délégués présents lors vraies questions à se poser doivent avant tout concerner l'image de marque, le marketing, de matière premières, au lieu de se concentrer par pur dogmatisme sur le coût du travail." de nuance dans ce dossier. Leur proposer des contreparties aux efforts demandés par les faire adhérer à une vision du travail qui fait d'eux et de leurs emplois, de leurs condi- de la réussite et de la profitabilité des entreprises...

Coordination SCA Peugeot Retail : au cœur de l'emploi

A la SCA, les élections approchent, et avec elles l'occasion de développer FO.

Les délégués FO de la SCA Peugeot Retail, filiale du groupe PSA, se sont réunis en coordination le 29 et 30 novembre 2012 au Syndicat de FO Sochaux autour de leur délégué syndical central Eric Bonnaire et en présence du secrétaire fédéral Jean-Yves Sabot, avec comme invités le DSC FO de la SCC Citroën Patrick Chandon, le DSC FO de RRG Eric Gajac, le secrétaire de l'UD 25 René Michoulier et la secrétaire de l'UL Nadia Zedmia. Le syndicat FO PSA Sochaux étant non seulement invité mais également hôte de l'événement, Patrick Michel a participé aux travaux et Pascal Pavillard a accueilli les participants en tant que secrétaire du syndicat et secrétaire de l'USM. Chez FO, Peugeot est une grande famille !

A l'occasion de cette réunion, les participants ont fait le point sur la situation économique et sociale de leurs établissements. Ils ont été rejoint par les élus FO au CE qui ont participé à deux journées de formation syndicale.

Les délégués ont également débattu des négociations en cours, notamment la négociation sur la GPEC pour 2012, que FO tenait tout particulièrement à faire aboutir et qui a été signée le 6 décembre au terme d'un marathon de négociation de six mois. "La situation des conseillers commerciaux, dont les objectifs de vente ont augmenté, a aussi été abordée, ainsi que celle des services en après-vente, à propos desquels FO a fait une déclaration lors du CCE de la SCA du 5 décembre", a expliqué Eric Bonnaire. Une rencontre a également été organisée sur ce sujet avec la presse locale et régionale de Sochaux.

Bien entendu, le développement syndical a tenu une place importante lors des interventions, même si FO continue de mériter et de gagner la confiance des salariés, qui ont fait de notre organisation la 1ère de l'entreprise (39 %). En effet, le nouveau système de représentativité impose d'intensifier les actions en matière de syndicalisation. Notre organisation compte bien agir pour faire augmenter son audience lors des élections professionnelles qui restent à venir à la SCA en 2014.

La réunion a également permis au secrétaire fédéral Jean-Yves Sabot de revenir sur les négociations de la branche des services de l'automobile. Il s'est également félicité de la tenue de cette coordination dans une configuration qui permettait de lier les services de l'automobile et l'industrie. "On ne pouvait penser à meilleur endroit que le bassin sochalien, un bastion fort de l'automobile et de la métallurgie, pour tenir une réunion qui a placé la problématique de l'emploi au cœur des discussions." Enfin, après avoir fait le tour d'une année 2013 qui s'annonce chargée, les métallos ont rendu hommage à leur ami Pierre Jasko, de Toulouse, qui partira en retraite en fin d'année.

FO Schneider Dijon toujours au top

Du sang neuf chez Schneider Dijon pour affronter la crise.

Les militants du syndicat FO Schneider Dijon se sont réunis en assemblée générale les 29 et 30 novembre autour de leur secrétaire Emmanuel Da Cruz, du secrétaire fédéral Eric Keller, du secrétaire de l'UD de Côte d'Or Edouard Guerreiro, ainsi que du délégué syndical central de Schneider Lilan Aubé.

A l'ordre du jour : le renouvellement du bureau du syndicat. Emmanuel Da Cruz, qui a remplacé Pierre Edelman au poste de coordinateur pour le groupe Schneider, a donc passé le relais à Noreddine Zelfa. Les militants ont également nommé de nouveaux délégués syndicaux : Isabelle Stephan, Jean-Michel Le Guen et Thierry Lustremant. Ils ont aussi évoqué la situation générale, et celle des deux sites dijonnais -Epirey et Longvic- en particulier. La crise fait aujourd'hui partie du quotidien de tous les métallos, et les dijonnais de Schneider n'échappent pas à la règle. Pour éviter le recours au chômage partiel, notre organisation a multiplié les échanges avec la direction et ont revendiqué la négociation d'un accord de modulation à Epirey afin de placer dans un compteur quelques jours de faction supplémentaires. L'objectif est aussi d'éviter la remise en cause de l'organisation du temps de travail en production tout en apportant des jours de RTT qui font cruellement défaut lors des baisses de charge sur le site. Sur Longvic, la situation est plus contrasté face à une direction récemment mise en place. FO a signé un accord GPEC sur les deux sites afin de stopper l'hémorragie d'emplois. Résultat : notre organisation a obtenu seule un volet d'embauches externes de 1 000 CDI pour 700 départs, avec priorité aux embauches internes.

Le secrétaire fédéral Eric Keller a également rencontré les directions des deux sites lors de sa visite. Il a pu mesurer le travail réalisé par les militants sur le terrain et a salué "la réussite de cet investissement collectif au service des salariés." Il a aussi félicité les métallos pour le très beau score de 65,5 % obtenu par FO lors des dernières élections professionnelles, qui rendent plus que jamais notre organisation incontournable.

Coordination Savelys : les élections seront compliquées

FO entend bien continuer de se développer chez Savelys.

Les délégués syndicaux de Savelys, filiale de GDF Suez spécialisée dans la maintenance en chauffage de l'habitat et du tertiaire depuis près de 50 ans, n°1 de la maintenance de chaudière, se sont réunis en coordination à la Fédération les 5 et 6 décembre autour de leur délégué syndical central Frédéric Vicaire et en présence du secrétaire fédéral Eric Keller.

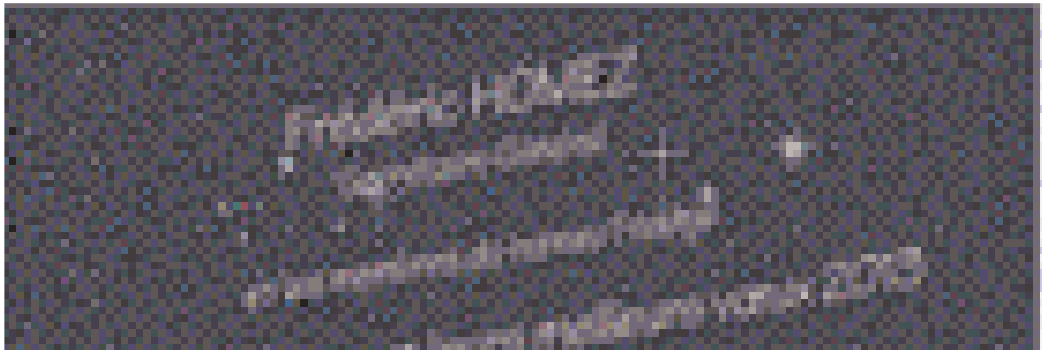
Une large partie des travaux a été consacrée aux élections professionnelles à venir et aux défis qu'elles posent à notre organisation. En effet, Savelys a son propre découpage régional pour ses 250 agences. Celui-ci vient d'être modifié : les agences de Centre Normandie se retrouvent réparties entre la région Île-de-France et Ouest. "Cela modifie l'équilibre des forces, selon l'analyse de Frédéric Vicaire. Nous allons donc redoubler d'efforts sur le terrain et notamment essayer de mieux nous faire connaître, car FO est majoritaire au niveau du CE Île-de-France et du CHSCT. Une des difficultés supplémentaire dans cette nouvelle campagne, depuis la mise en place de l'outil de mobilité (PDA), est qu'une importante partie des salariés ne passent plus, ou que très rarement en agences, et pas forcément à l'embauche du matin." Les métallos vont donc mettre au point une stratégie électorale permettant de mieux les contacter.

Autre dossier sur lequel se concentre FO : le projet d'extension des centres de débordement (centre d'appels), mené par deux régions pilotes. Le principe est simple : faire basculer les appels destinés aux agences vers ces centres lorsqu'il y a trop d'appels. Les conséquences qui en découlent sont lourdes puisque cela contraint à réorganiser en temps réel les tournées préétablies la veille. "Cela désorganise le travail de terrain et accentue le stress des salariés. Les conditions de travail se dégradent d'autant plus que l'augmentation du nombre de dépannages journalier, provoque une pression supplémentaire", confie Frédéric Vicaire. D'autre part il y a le risque qu'à terme ce projet conduise à des suppressions d'emplois de secrétaires. Les remontées du terrain sont nettes : le mécontentement grandit chez les salariés. "La Fédération est de plus en plus sollicitée et joue son rôle", commente Eric Keller. Les métallos ont également fait le point sur la géolocalisation, dont les dérives possibles suscitent une vigilance accrue. Notre organisation suit aussi avec attention la phase de test en cours pour la centrale d'approvisionnement, avec un déploiement prévu pour le milieu du mois de mai 2013.

UMSM
UNION DES MUTUELLES SOLIDARITÉ MÉTALLURGIE
La force mutualiste
"Créée à l'initiative de militants FO, l'Union a la vocation de fédérer et de rendre les mutuelles de la Métallurgie plus solidaires, donc plus présentes sur la scène de la protection sociale où pèsent des risques de plus en plus lourds."
Frédéric Homez, Président de l'Union
UNION DES MUTUELLES SOLIDARITÉ MÉTALLURGIE

FO Métaux souhaite

à tous les métallos et leur famille



une année 2013 plus “rose” que noire.

Pour tout renseignement, contactez votre délégué FO Métaux.

Coordination Valéo : FO toujours plus fort !

FO continue de progresser chez Valéo.

Les métallos de l'équipementier automobile Valeo se sont réunis en coordination les 15 et 16 novembre à la Fédération autour de leur déléguée syndicale centrale Géraldine Nivon et en présence de la secrétaire fédérale Nathalie Capart. Ensemble, ils ont fait le point sur la situation économique et industrielle de leur entreprise et, plus largement, du secteur automobile.

Car si le groupe se porte plutôt bien, la situation est assez contrastée selon les sites et tous craignent les retombées des difficultés touchant actuellement les constructeurs, notamment Renault et PSA. Si certains sites, comme Cergy, développent de nouveaux produits, d'autres connaissent une baisse d'activité et redoutent, comme à Angers, des mesures de chômage partiel. La construction d'un site de 14 000 m2 en Pologne attise également les craintes de délocalisation et suscite la vigilance des métallos. Face à cette situation, notre organisation a chaque année davantage les moyens de peser grâce à ses excellents résultats électoraux. Ainsi, FO est passé de 12% de représentativité au niveau "groupe" en 2010, à 14,2% fin 2011 et 17,3 % fin novembre 2012 ! Nathalie Capart a par ailleurs salué le très bon travail de terrain mené par les équipes FO, qui a permis de parvenir à ce résultat, et a rappelé les scores obtenus par FO : Isle d'Abeau 42 % sur les 3 collèges ; Etaples 43 % sur 2 collèges ; Blois 15 % au 1er collège mais malheureusement pas de sièges au CE ; Angers où FO devient n°1 (plus de 40 % et 2è collège 23 %) ; Sablé avec plus de 40 % aux 2è et 3è collèges ; St Florine avec plus de 40% au 1er collège et une percée non abouti sur le 2è ; Cergy avec plus de 67 % sur les 2è et 3è collèges, ce qui constitue un bel exemple de communication réussie à destination des cadres.

La coordination a également été l'occasion de revenir sur les différentes négociations en cours, en particulier les NAO, pour lesquelles les participants ont mis au point des revendications communes ainsi qu'une stratégie de négociation. Ils sont ensuite également revenus sur le projet d'accord sur " l'harmonisation de la prévoyance et mutuelle" que FO négocie actuellement. Une négociation difficile, car les salariés n'ont pas la même équité sur ce dossier, mais notre organisation est bien décidée à se faire entendre sur ce sujet et à défendre les intérêts des salariés.

CNH tient bon sur le temps de travail

L'équipe FO de CNH a tenu bon face à sa direction.

Le syndicat FO de CNH, entreprise spécialisée dans la fabrication de matériel agricole de vendange, a réuni ses adhérents en assemblée générale le 25 novembre autour de son secrétaire Claude Joly, qui a passé la main à Lionel Caillot, et en présence du secrétaire fédéral Eric Keller, du secrétaire de l'UD 85 Philippe Rocheteau et du secrétaire de l'USM de Vendée Jean-Luc Poiraud.

Le bilan de l'année écoulée pour ce qui est le plus gros syndicat de la métallurgie en Vendée est plutôt positif. L'activité de l'entreprise est stable et soutenue. Et les métallos ne ménagent pas leur peine pour défendre les intérêts des salariés. Dernier exemple en date : les négociations sur le temps de travail. L'accord sur les 35h ayant été dénoncé voici deux ans, un nouveau a été négocié et l'assemblée générale a permis de faire le point sur sa première année d'application. Face à une direction qui exige toujours plus de flexibilité, notre organisation a eu fort à faire pour faire respecter le texte. Le rythme saisonnier de l'activité n'est pas étranger à cela. En effet, l'arrivée de nouvelles commandes est souvent massive et nécessite le recours aux heures supplémentaires. Alors que la direction ne fait pas mystère de sa volonté de remanier l'accord, FO a affiché une position claire mais ferme : la discussion sur le sujet est possible, mais pas sans contreparties.

En plus de ce travail syndical intense, le syndicat FO de CNH est très impliqué dans les négociations territoriales qui se déroulent à la Commission Paritaire Régionale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (CPREFP), comme l'a rappelé le secrétaire de l'USM de Vendée Jean-Luc Poiraud, qui est revenu sur ces négociations entièrement liées à l'emploi avant d'insister sur l'importance des toutes proches élections dans les Très Petites Entreprises (TPE) pour notre organisation. Le secrétaire de l'UD 85 Philippe Rocheteau a conclu la réunion par un point sur l'actualité générale.

Aerolia Méaulte : l'efficacité au service des salariés

Lors de leur assemblée générale, les métallos de Méaulte ont pu se réjouir de la bonne santé de leur entreprise, sans toutefois occulter les difficultés existantes au niveau de la production. Mais les embauches sont là et les NAO ont été fructueuses, grâce à FO.

A Méaulte, notre organisation reste toujours aussi combative.

Les militants du syndicat FO Aerolia de Méaulte se sont réunis en assemblée générale le 4 décembre autour de leur secrétaire Noël Bellengier, et en présence du secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie Frédéric Homez, du délégué syndical central Aérolia Dany Devaux, du coordinateur du groupe EADS Yvonnick Dreno et des invités Jean-François Knepper, délégué syndical central Airbus, et de Bruno Reynes, secrétaire du syndicat FO Airbus Toulouse.

La situation économique et sociale du site et du groupe a été au cœur des débats. Malgré un contexte national et international assez troublé, le secteur aéronautique continue de bien se porter, avec des carnets de commandes conséquents, équivalent à plus de 7 ans de charge. L'industrie aéronautique profite tout à la fois de la croissance des pays émergents et de la volonté des compagnies aériennes de remplacer leurs appareils trop gourmands en kérosène par des avions éco-efficients. Dans ce dernier cas, Airbus estime que plus de 10 000 avions passagers seront remplacés par de nouveaux appareils plus économes en carburant. Comme l'a expliqué Dany Devaux, l'augmentation des cadences Airbus a pour Aerolia des conséquences positives, promesses d'une période d'expansion. Sans compter les contacts ou négociations avec plusieurs avionneurs.

"Si toutes ces informations sont positives pour Aerolia et pour notre outil industriel, s'est réjoui Dany, elles n'en posent pas moins des problèmes. Ceci étant, syndicalement, je préfère avoir à régler des problèmes liés à de la suractivité plutôt que d'avoir, comme en ce moment à côté de chez nous chez Omniplas, à régler un plan de licenciement de 40 personnes." En effet, les conséquences de la stratégie d'externalisation d'Aerolia se font ressentir, notamment au niveau de la supply chain, compromettant la réalisation des objectifs économiques et industriels. Il faut également compter avec le nouveau plan d'économie qui vient de voir le jour sur le site de Méaulte. "La seule chose positive que nous pouvons noter est le gel de l'usine low cost en Tunisie, a expliqué Dany. Aujourd'hui, il y a d'énormes problèmes quant à la formation des salariés sur place, qui ne peuvent acquérir en deux ans des compétences que nos sites ont mis des décennies à maîtriser. La voie de la rapidité a été privilégiée par la direction et aujourd'hui cela pèse sur notre flux de fabrication. C'est pourquoi FO continue et continuera d'intervenir sur ce sujet sans complexe."

Rien ne remplace les NAO

Car au final, ces situations amènent les salariés à faire des efforts considérable en pratiquant des horaires 3x8, le travail des jours fériés, des jours d'ACT et un bon nombre d'heures supplémentaires. Et il a fallu l'intervention de FO pour éviter le travail du 24 et 31 décembre prochain afin de laisser le personnel préparer les fêtes en famille. Les militants se sont également félicités de l'accord salarial 2012 d'Aerolia qui, en atteignant 3,2 %, est parmi les meilleures dans les filiales d'EADS. "Lors de notre dernière AG, je vous avais assuré que nous n'accepterions pas en 2012 ce que nous avons combattu en 2011 : nous ne voulions pas de décalage de calendrier avec nos collègues Airbus, a expliqué Dany. Cela n'a pas été facile mais le résultat est là !" Il est également revenu sur les nouveaux accords de Participation et d'Intéressement obtenus grâce à la détermination de FO, qui constituent une réelle avancée en instaurant en particulier une véritable solidarité de groupe. Il a néanmoins rappelé que ces primes ne doivent ni se substituer en tout ou partie au salaire ni être prises comme un élément modérateur dans le cadre des négociations salariales annuelles.

Frédéric Homez est intervenu sur la situation économique générale et a rappelé la revendication de FO pour une consolidation de l'industrie des Aérostructures françaises au sein d'EADS, qui a fait l'objet d'un Livre blanc publié en octobre dernier par notre organisation. Il a souligné "l'importance stratégique de cette industrie pour la collectivité et la nécessité d'un pilotage dépassant les seuls intérêts financiers des actionnaires et englobant les intérêts sociaux, économiques et industriels". A ce jour, à l'heure où les discussions se poursuivent entre les différents acteurs industriels pour des projets de consolidation comme Latécoére Sogerma, ces enjeux demeurent plus que jamais d'actualité.

Les métallos étaient venus nombreux.

Rétrospective 2012 : FO

Cette année plus que jamais, la crise a fait ressentir ses effets, n'épargnant aucun les feux des projecteurs, FO Métaux est intervenu dans de nombreux combats pour contribué à la réflexion en cours autour des politiques industrielles. Et comme pour grandir FO , notamment en menant une campagne d'envergure

Janvier

La journée des USM donne le coup d'envoi de la campagne pour les élections dans les Très Petites Entreprises (TPE)

Et aussi :

- FO fait progresser les salaires chez Poujoulat
- Mise en place de l'Observatoire de Branche des Services de l'Automobile (OBSA) grâce à la détermination de FO

Février

Assemblée générale du groupe EADS

Et aussi :

- FO poursuit son combat chez STX et, plus largement, dans tout le secteur naval
- Prolongation de l'arrêt de la filière liquide et packaging chez ArcelorMittal Florange. Les métallos passent à l'action
- FO lance un nouveau module de formation syndicale consacré aux statuts et à la trésorerie

Mars

Publication du Livre blanc sur la défense de l'industrie - Acte III

Et aussi:

- Les métallos s'inquiètent à l'annonce du rapprochement entre le constructeur PSA et l'américain General Motors
- Avec l'aide de FO, Steco Power est sauvé de la liquidation

Avril

Grâce à FO, Fonderie du Poitou Aluminium échappe à la fermeture

Et aussi:

- Création de l'USM de Midi-Pyrénées
- Les métallos à Tanger avec Jean-Claude Mailly

Mai

- La Conférence Nationale de l'Industrie, dont FO est un pilier, rend son rapport
- Une délégation fédérale à Bruxelles pour la naissance d'IndustriALL European Trade Union, la nouvelle fédération européenne des travailleurs de l'industrie, et dans laquelle FO entend tenir toute sa place
- FO grimpe en flèche chez KDI

au chevet de l'industrie

secteur de la métallurgie. Si l'automobile et la sidérurgie ont souvent été sous défendre les salariés et les sites. Au-delà de l'action, notre organisation a largement être entendu il faut peser, les métallos n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire nationale pour les élections dans les Très Petites Entreprises (TPE).

Juin

XXI[è] Congrès fédéral à Montpellier

Et aussi:
- Conflit sur les NAO chez Latécoère
- FO défend les salariés contre la logique financière chez SGCC Gennevilliers

Eté

Manifestations des salariés de PSA contre le plan de suppression de 8 000 emplois dans le groupe

Et aussi :
- FO participe à la Grande Conférence Sociale
- Victoire chez Ehrel Hydris, dont les métallos arrachent la survie après 251 jours d'occupation
- Gorcy Laroche sauvé de la fermeture
- Amère victoire chez MBF Technologies

Septembre

- La mobilisation continue chez les métallos de PSA
- Renault Trucks Bourg-en-Bresse gagne sa représentativité
- FO fait entendre sa voix à la CPNE automobile
- La réunion annuelle du Syndicat Général de la Région Parisienne fait le plein

Octobre

Assemblée générale du groupe Safran

Et aussi:
- Une nouvelle équipe fédérale au service du développement syndical
- Création de l'USM du Jura
- L'USM de Vendée fête ses 10 ans !
- Une délégation FO Métaux en Ukraine

Novembre

- Le débat sur la compétitivité recentrée avec le rapport Gallois et le Pacte National
- Eurocopter Marignane : FO fête 20 ans de présidence du CE
- Les métaux de Sochaux soudés face à la crise
- FO se renforce dans le Maine-et-Loire avec la création des Métaux de Cholet

Décembre

- Le combat continue chez ArcelorMittal pour sauver Florange
- Inquiétudes chez EADS autour de l'actionnariat

Les résultats de FO lors des

Retrouvez les résultats des élections professionnelles de la Métallurgie
Force Ouvrière continue de progresser dans les entreprises où ses militants

Comité d'entreprise

Dept	Entreprise	Insc	Exp	FO	CGT	CFDT	CFTC	CGC
25	SCA PEUGEOT / MONTBELIARD	177	120	117	0	0	0	3
28	VALEO SYSTEME THERMIQUE /NOGENT ROTROU	430	360	53	134	65	32	76
29	SCHINDLER / QUIMPER	214	158	66	42	50	0	0
31	THALES ALENIA SPACE / TOULOUSE	2537	1698	702	187	434	0	375
31	LATECOERE / TOULOUSE	1083	938	427	249	0	0	262
31	LABINAL/ SNECMA / VILLEMUR	518	419	110	85	130	30	64
37	STMICROELECTRONICS e / TOURS	1503	819	168	389	0	0	262
43	VALEO (ex JOHNSON CONTROLS)/STE FLORINE	608	485	160	113	62	0	150
52	AMMAN YANMAR ST DIZIER	251	201	102	0	99	0	0
52	FERRY CAPITAIN / VECQUEVILLE	422	281	129	109	17	0	26
52	ACIERIES HACHETTE ET DRIOUT / ST DIZIER	431	309	106	108	65	0	30
57	SEW USOCOME / FORBACH	366	298	100	35	0	163	0
60	CERAM / MORFONTAINE	61	46	2	0	17	0	27
60	HOLT LLOYD (HONEYWELL) / ALLONNE	75	55	30	0	0	25	0
64	SAGEM COMMUNICATIONS / BAYONNE	270	248	16	130	25	0	77
67	ALSTOM DDF REICHSHOFFEN	841	699	178,71	304,29	69	0	147
67	NLMK (exSORRAL) / STRASBOURG	196	183	82	64	0	0	37
67	LOHR INDUSTRIE / DUPPIGHEIM	997	778	296	198	284	0	0
68	KME FRANCE SAS / NIEDERBRUCK	155	141	25	4	81	0	31
68	NICOLAS SCHLUMBERGER / GUEBWILLER	180	126	63	0	63	0	0
68	FAURECIA SIELEST/ PULVERSHEIM	385	345	77	25	177	26	40
72	VALEO / SABLE SUR SARTHE	297	222	96	0	126	0	0
72	DURA AUTOMOTIVE SYSTEMS / LE MANS	136	102	39	0	63	0	0
72	ALCOA / ST COSME EN VAIRAIS	529	407	98	143	93	0	73
73	SICMA SAS / BELMONT TRAMONET	54	42	42	0	0	0	0
77	DEFI GROUP ex CAMBOULIVES / LIZY SUR OURCQ	146	125	85	13	0	0	27
77	BBGR / PROVINS	608	333	208	0	65	0	60
81	COMAU / CASTRES	349	285	63	138	84	0	0
88	FIVES CRYOGENIE / GOLBEY	294	185	39	52	69	0	25
89	CONSTELLIUM / ST FLORENTIN	279	207	49	110	0	48	0

élections professionnelles

de l'année dans ce numéro.
réalisent un excellent travail de terrain.

Délégués du personnel

Insc	Exp	FO	CGT	CFDT	CFTC	CGC
177	132	124	0	0	0	8
430	357	56	120	58	36	87
102	61	61	0	0	0	0
N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.
1081	941	433	247	0	0	261
518	418	106	85	136	38	53
1502	807	197	345	28	0	237
608	490	145	123	71	0	151
307	236	117	0	119	0	0
422	282	101	0	156	0	25
431	263	102	93	45	0	23
366	306	98	28	0	180	0
N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.
59	53	40	0	0	13	0
N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.
841	732	183,15	311,85	92	0	145
196	183	84	62	0	0	37
997	787	270	202	315	0	0
155	143	28	6	80	0	29
205	145	63	0	82	0	0
385	341	72	23	182	23	41
349	259	117	0	142	0	0
136	104	41	0	63	0	0
529	423	111	156	90	0	66
54	37	37	0	0	0	0
146	128	85	15	0	0	28
478	297	194	0	29	0	67
349	290	58	168	64	0	0
294	190	45	55	66	0	24
279	210	54	110	0	46	0

(N.C. : Non communiqué)

Ce mensuel est le vôtre...

Organe de la Fédération Force Ouvrière de la Métallurgie,

"FO Métaux LE JOURNAL"

est le magazine de tous ses syndicats et de tous ses adhérents.

Si vous voulez qu'il remplisse efficacement son rôle de lien et de reflet de l'actualité, n'hésitez pas à prendre contact avec la rédaction dès qu'un événement le justifie.
Informez-nous des conflits qui surviennent dans votre entreprise et des accords qui y sont signés. Cela donne des éléments de comparaison et rend service à d'autres syndicats, engagés eux aussi dans des discussions.
Faites-nous part de vos expériences syndicales.
Pour tout ce qui concerne le journal, appelez la Fédération:

Tél. 01 53 94 54 27
Fax 01 45 83 78 87

Récapitulatif

Ces articles sont destinés à vous aider dans votre action syndicale quotidienne.
une information rapide aux salariés qui vous sollicitent. Pour pouvoir en tirer
Cela vous permettra d'archiver les articles et de les réutiliser plus facilement.
Bonne

Bilan social	Le bilan social	Avril 2012	N°485
Chèque-restaurant	Vous acceptez les titres restaurent ?	Mai 2011	N°498
Clause de non-concurrence	De nouvelles précisions sur la clause de non-concurrence	Septembre 2011	N°501
Comité d'entreprise	Le budget du CE	Juin 2010	N°487
	Tableau des informations et consultations périodiques du CE	Septembre 2010	N°489
	Tableau des informations et consultations ponctuelles du CE	Octobre 2010	N°490
Congé de solidarité familiale	Le congé de solidarité familiale	Mai 2010	N°486
Congés payés	Congés payés et maladie	Novembre 2011	N°503
Droit individuel à la formation	Comment ne pas perdre ses heures de DIF en cas de rupture de contrat de travail ?	Septembre 2012	N°511
Géolocalisation	Géolocalisation : situer les limites !	Mai 2012	N°508
Heures supplémentaires	La fin du régime social et fiscal de faveur sur la rémunération des heures supplémentaires et complémentaires	Octobre 2012	N°512
Inaptitude professionnelle	Du nouveau sur l'inaptitude professionnelle : l'indemnité temporaire d'inaptitude	Juillet-août 2010	N°488
Informatique	Le point sur les e-mails, courriels privés et messagerie professionnelle	Octobre 2011	N°502
Licenciement économique	Le contrat de sécurisation professionnelle (CSP)	Décembre 2011	N°504
Journée de solidarité	La journée de solidarité	Avril 2012	N°507

“Vos droits” 2010-2012

Ils sont conçus comme des instruments simples et pratiques pour donner le meilleur parti, nous vous présentons un récapitulatif à conserver. Ces documents sont également accessibles sur notre site Internet. lecture !

Maladie - accident	Le calcul des indemnités journalières (accident de travail)	Juillet - août 2011	N°500
	Le calcul des indemnités journalières (maladie et maternité)	Juin 2011	N°499
Médecine du travail	Visites médicales au travail : les règles changent !	Mars 2012	N°506
Mobilité	Modification du lieu de travail : quelles nouveautés ?	Mars 2010	N°484
Modifications contrat de travail /condition s de travail	Mon employeur veut modifier mes horaires : quels sont mes droits ?	Janvier 2012	N°504
Période d’essai	Période d’essai et période probatoire : liaisons dangereuses ?	Mars 2011	N°496
Permis de conduire	Question de conduite ! Permis de conduire et contrat de travail	Avril 2011	N°497
Retraites	Relèvement de l’âge de la retraite	Février 2012	N°505
Sanction	Puis-je être sanctionné dans l’exercice de mon mandat ?	Décembre 2012	N°514
Syndicat	Créer son site syndical sur Internet : quelles sont les limités de l’exercice ?	Janvier 2010	N°482
	Internet, messagerie professionnelle : quels sont les droits et les devoirs des syndicats dans le réseau interne ?	Février 2010	N°483
Temps de travail	Durée du travail en 2011 : Anticipez et négociez !	Février 2011	N°495
Tenue de travail	Temps d’habillage et de déshabillage : effeuillage des règles applicables	Novembre 2012	N°513
Travail de nuit	Le travailleur de nuit	Juin 2012	N°509
Usage	La dénonciation d’un usage	Décembre 2010	N°492

Des métaux et des mots

Tous les mois, FO Métaux vous propose mots croisés et sudoku, ainsi qu'un peu de culture, syndicale bien sûr, autour d'un mot chargé d'histoire et que les métallos connaissent bien.

Le mot du mois

Il y a patron et patron

Au fait, d'où vient le mot "patron" ? Des deux principaux sens que nous connaissons, le religieux et le profane, le premier est le plus ancien, emprunté au latin dès 1119. Autrement dit, le saint patron. Qu'il soit celui d'un d'un pays, d'une confrérie ou d'une profession, il incarne toujours l'idée de protection, pour laquelle on l'honore et on l'invoque. Ainsi des métallos avec Saint Eloi, évêque de Noyon mais d'abord orfèvre, qui devint logiquement le patron de ses confrères puis, par extension, de tous les travailleurs des métaux.

Mais ceux-ci, comme tous les salariés, ont non seulement ce patron bienveillant au-dessus de leur tête, mais un autre derrière leur dos, qu'ils redoutent plus qu'ils ne le vénèrent. Car dans ce cas, si l'idée de supériorité demeure, elle est devenue hiérarchique, et le sens a nettement glissé de la protection au commandement, voire au despotisme. C'est pourquoi, soucieux de rompre avec cette image autoritaire, le CNPF (Conseil national du patronat français) s'est rebaptisé en 1998 Medef (Mouvement des entreprises de France). Prélude à un dialogue social plus équilibré ?

On sait enfin que le patron, lorsqu'il est saint, est pour cette raison un exemple à imiter. C'est pourquoi le mot est aussi devenu synonyme de modèle, du moins en couture. Du coup, on ne connaît pas que des "grands patrons", mais aussi des "demi-patrons". Une vieille plaisanterie voulait d'ailleurs que la lecture préférée d'Arlette Laguiller fût le mensuel Modes et Travaux. Parce que, rappelait-on, il y a dans chaque numéro un patron à découper.

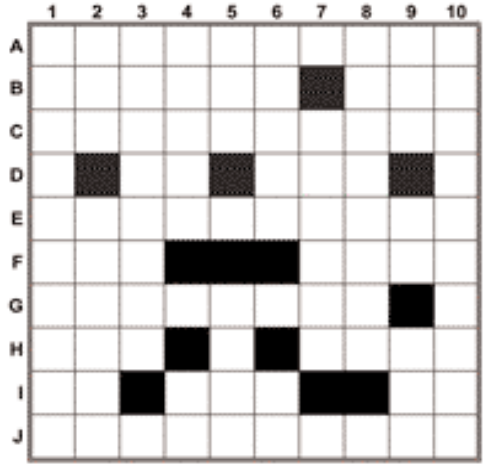
Mots croisés n° 515

Horizontalement

A. S'il vous aborde, vous serez content d'avoir le ticket. B. Entre personnes qui ne peuvent plus se voir. Refuse de se mettre à table. C. Ils remettent des biens propres. D. Conjonction. Elle n'est donc pas impayable. E. Pas courantes. F. Avec ou sans mention. Elle tombe sans se faire mal. G. Persévérer un peu trop. H. Au début et à la fin d'une lettre. Lieu des premiers repas. I. Voyelle double. Poisson. Enlevée phonétiquement. J. Dans une fête, ça en jette !

Verticalement

1. À leur manière, ils aiment leur prochain. 2. Poème. Telle une coquille d'huître. 3. Cette sainte ne figure pas au calendrier. 4. Encore des gens trop persévérants. Sigle bien connu des internautes. 5. Dans un trou, et en désordre. Un endroit où ne pas rester. 6. Rouillé. Préposition. 7. Arbres d'Europe. 8. Quand le froid est à portée de main. 9. En fuite. Voyelles. Peut être positif ou négatif. 10. Ils avaient des occupations qui en abrégèrent une autre.



Solution du n° 514

D	E	L	I	N	Q	U	A	N	T
R	I	S	T	O	U	R	N	E	R
A	D	V	E	R	S	A	I	R	E
M	E	■	■	D	■	N	E	F	S
A	R	R	O	S	O	I	R	■	O
T	■	E	■	U	B	U	■	O	R
I	O	T	■	D	E	M	E	L	E
Q	U	A	I	■	I	■	M	E	R
U	■	R	C	■	R	U	A	■	I
E	N	D	I	M	A	N	C	H	E

Sudoku

6					3		5	7
2					7			8
			2		5	1	3	
1		8					4	
	9					7		2
	6	1	9		2			
7			4					5
9	4		5					6

Solution du n° 514

1	4	6	3	8	7	2	9	5
5	3	9	2	6	1	7	4	8
7	8	2	4	9	5	3	6	1
2	1	5	6	7	8	4	3	9
8	7	4	9	3	2	5	1	6
6	9	3	5	1	4	8	2	7
9	6	7	8	4	3	1	5	2
3	5	1	7	2	6	9	8	4
4	2	8	1	5	9	6	7	3

Veuvage, orphelinage, handicap, dépendance

Rechercher

Et si nous parlions d'avenir ?
Des garanties qui assurent l'avenir ?

Face aux risques de la vie, le rôle de l'OCIRP est d'unir des organismes de prévoyance afin d'offrir des garanties complémentaires aux salariés dans le cadre d'un contrat collectif.
L'OCIRP, organisme paritaire géré par les représentants des salariés et des employeurs, assure près de 5,4 millions de salariés et 1,2 million d'entreprises.

Rendez-vous sur **www.ocirp.fr**

Go

OCIRP
unis par excellence

Les garanties OCIRP sont diffusées par les organismes de prévoyance membres des groupes de protection sociale AG2R LA MONDIALE - ALIRA - APICIL - AUDIENS - CNP - HUMANIS - IRCEM - LOURMEL - MALAKOFF MÉDÉRIC - MORNAY - RÉUNICA, **les organismes de prévoyance** AMPS - APGIS - CAPSSA - CPREV - CREPA - IPECA PRÉVOYANCE - UNPRÉVOYANCE, **et les partenaires** UNPMF - UNMI - IDENTITÉS MUTUELLES - PRÉVAIAL. (Listes au 31 janvier 2020)

MUTEX
L'ALLIANCE MUTUALISTE
DÉDIÉE AUX BRANCHES PROFESSIONNELLES
ET AUX GRANDES ENTREPRISES
MUTEX
L'HUMAIN FAIT LA FORCE
Mutex, l'alliance des principales mutuelles interprofessionnelles et de l'UNPMF,
est à vos côtés pour constituer votre protection sociale collective complémentaire.
www.mutex.fr . contactez-nous : collectif@mutex.fr
. PRÉVOYANCE . AUTONOMIE . SANTÉ . RETRAITE
ADREA
EoVi
mutuelle
Harmonie
mutuelle